

Réponse de l'UNIDEN à la consultation publique N°2024-11

Question 1 Etes-vous favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir deux options concernant sa demande de raccordement ou d'augmentation de puissance de raccordement (avec ou sans montée en charge progressive) ?

L'UNIDEN rejoint la CRE dans son analyse, il est absolument essentiel que ce dispositif ne soit pas un frein à l'électrification de l'industrie. Un système avec 2 options permet d'ajouter la flexibilité contractuelle nécessaire vis-à-vis des enjeux de décarbonations de l'industrie.

Question 2 Dans le cas où l'utilisateur déciderait de ne pas fournir de montée en charge mais de directement demander sa puissance de raccordement finale (option 1), êtes-vous favorable à la modification de sa puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de non-utilisation ?

L'UNIDEN est favorable

Concernant le placement des échéances intermédiaires, ceux-ci doivent pouvoir refléter la vie réelle des projets. Les échéances doivent donc pouvoir être placés librement par les industriels et non à échéance fixe (2 et 5 ans par exemple)

Question 3 Etes-vous favorable aux modalités proposées concernant la possibilité pour l'utilisateur de demander une courbe de montée en charge à un horizon de 10 ans au moment de sa demande de raccordement ou de demande d'augmentation de puissance de raccordement (option 2) ?

Au regard de la figure 1 qui illustre un exemple d'un engagement du client sur une montée en charge, l'UNIDEN comprend que l'industriel peut voir sa Prac diminuée à horizon 10 ans si celui-ci n'est pas au rendez-vous d'un engagement pris lors d'une échéance intermédiaire.

L'UNIDEN juge cette modalité trop pénalisante pour l'industriel. Un système de compensation entre les jalons doit être mise en place. Par exemple, si l'industriel soutirage 10 MW de moins que la puissance déclarée pour la première échéance mais 10 MW de plus que la puissance déclarée pour la deuxième échéance alors la puissance de raccordement ne serait pas diminuée.

Question 4 Dans le cas où l'utilisateur déciderait de fournir une courbe de montée en charge, êtes-vous favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement (avec une marge) ?

L'UNIDEN comprend que la CRE propose que la différence entre la puissance effectivement soutirée et la puissance intermédiaire de la première échéance soit automatiquement répercutée sur la puissance de raccordement accordée à la deuxième échéance.

Ainsi si l'industriel soutire 10 MW de moins que son engagement lors de la première échéance, alors sa puissance de raccordement accordée par le gestionnaire de réseau pour la deuxième échéance serait alors automatiquement réduite de 10 MW (modulo la mise en place d'une marge)

L'UNIDEN s'oppose à cette propose car elle ne prend pas assez en compte les éventuels décalages de planning des projets d'électrification des industriels.

L'UNIDEN propose que seule la puissance de raccordement finale à horizon 10 ans doit être impactée.

Question 5 Etes-vous favorable au niveau de prise en charge des coûts par le TURPE proposé par la CRE (60 % des coûts restant après réfaction) ?

L'UNIDEN est favorable

L'UNIDEN souhaite cependant interroger la CRE sur la méthodologie de calcul de la prise en charge des coûts par le TURPE si un industriel demande une nouvelle Prac qui est supérieure à la Prac initiale. Ce cas n'est pas abordé dans la consultation mais a de grande chance de se présenter.

Question 6 Etes-vous favorable à la marge de 15 % proposée ?

L'UNIDEN est favorable à la marge de 15%

L'UNIDEN souhaite interpeler la CRE sur le cas particulier des sites qui ont fait la demande d'une Prac suffisamment élevée pour prendre en compte le risque de défaillance d'un outil de production de l'électricité. Il est possible que certains consommateurs n'aient jamais soutiré au niveau de la Prac car le moyen de production internalisé n'a jamais connu de défaillance. Les moyens de production d'électricité étant notifiés au CART, il serait pertinent de prendre en compte ce cas particulier.

Question 7 Etes-vous favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé pour déterminer la puissance maximale soutirée ?

L'UNIDEN est favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé

Question 8 Etes-vous favorable au pas de temps de 10 minutes proposé pour le calcul de la puissance maximale soutirée par l'utilisateur sur la période de 5 ans ?

L'UNIDEN est favorable au pas de temps 10 minutes

Question 9 Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

L'UNIDEN n'est pas favorable à une mise à jour annuelle de la puissance de raccordement, cette proposition génère trop d'instabilité pour les industriels.

Afin de trouver le juste équilibre entre récupération de puissance par les gestionnaires de réseaux et visibilité pour l'industriel, l'UNIDEN propose une mise à jour triennale.

Enfin, pour éviter un éventuel effet ciseau entre le principe d'automatisme de modification de la Prac proposée par la CRE dans cette consultation et une nouvelle puissance de raccordement demandée par l'industriel. L'UNIDEN propose que la Puissance de raccordement d'un site soit gelée lorsque l'industriel a accepté une proposition technique et financière du gestionnaire de réseau.